



### TEXTE DE LA "VALISE DIPLOMATIQUE"

#### Désinformation sur le Venezuela

*Par Bernard Cassen*

**Le 1er juin 2007**

L'affaire ne pouvait être que de portée planétaire puisqu'elle a donné lieu, ces derniers jours, à des déclarations quasiment simultanées du Sénat des Etats-Unis, du Parlement européen et de la présidence allemande de l'Union européenne, sans parler des articles fleuves et des éditoriaux de la plupart des grands médias occidentaux.

De quoi s'agit-il ? De l'Iran, du réchauffement climatique, de la Palestine, du Darfour ? Tout faux : la gravissime affaire en question est le non renouvellement, par le gouvernement vénézuélien, de la concession de 20 ans, venue à échéance le 27 mai, d'une chaîne de télévision privée, Radio Caracas Television (RCTV), afin d'installer sur sa fréquence hertzienne une chaîne de service public. C'est-à-dire exercer le droit souverain qu'a chaque Etat de disposer des biens publics rares que sont les fréquences hertziennes.

Atteinte aux droits de l'homme, à la liberté d'expression, censure, dérive autoritaire, totalitaire - voire fasciste -, toute la panoplie du vocabulaire rodé depuis des années contre le gouvernement de M. Hugo Chavez a été utilisée à nouveau massivement en cette circonstance.

Du côté politique, on retiendra d'abord la résolution votée à l'unanimité, le 24 mai, par le Sénat américain, en particulier par les aspirants démocrates à la succession de M. George Bush, contre la « fermeture » de RCTV. Votée précisément par les mêmes qui, reniant leurs promesses électorales, venaient, également à l'unanimité, de donner leur accord aux 100 milliards de dollars de

crédits militaires demandés par la Maison Blanche pour la poursuite de l'occupation de l'Irak. Un bel exemple de rigueur démocratique.

Par la voix des services de Mme Angela Merkel, présidente en exercice du Conseil européen, l'Union européenne est également allée très loin dans l'hypocrisie. Dans une déclaration du 28 mai, elle « a noté avec inquiétude la décision du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de laisser expirer la licence d'émission de Radio Caracas Télévision (RCTV) le 27 mai, sans appel d'offres ouvert pour la licence qui lui succède ». On ne sache pas, entre maints autres « oublis », que l'Union ait fait semblable déclaration et ait exigé un nouvel appel d'offres lorsque la licence d'émission de TF1, accordée en 1987 pour 15 ans, a été reconduite par le gouvernement français en 2002 dans la plus totale opacité. Pourtant, la « télépoubelle » de MM. Bouygues, Le Lay et Mougeotte avait tourné en dérision les engagements qu'elle avait pris dans son cahier des charges en invoquant son « mieux-disant culturel ». Tout indique qu'elle continuera impunément à le faire avec son nouveau patron, M. Nonce Paolini, flanqué de M. Laurent Solly, transféré du jour au lendemain du « staff » de M. Nicolas Sarkozy à sa filiale médiatique.

Pour ce qui est de l'abondante production des médias français, avant et après la date du non renouvellement de la concession de RCTV, la palme de la désinformation revient sans conteste, entre maints autres articles de la même veine, à l'éditorial d'un quotidien de référence, daté du 27-28 mai et intitulé « Censure à la Chávez ». Il vaut la peine d'en

citer et d'en commenter quelques passages.

D'emblée le ton est donné : « Le président Hugo Chávez a ordonné la disparition de RCTV ». Non, RCTV ne « disparaît » pas : elle peut continuer à émettre sur le câble, par Internet et sur le satellite, et

va sans aucun doute le faire. Mais, comme la loi le prévoit, sa fréquence hertzienne et sa couverture nationale reviennent au service public à l'échéance de la concession dont elle bénéficiait. Ou bien faudrait-il considérer que cette concession à durée limitée de RCTV était, en fait, à durée illimitée ? Et cela en fermant les yeux sur ses multiples entorses à son cahier des charges qui lui avaient notamment valu d'être fermée pour des durées de 24 heures à 3 jours non pas par les gouvernements de M. Chávez, mais, en 1976, 1980, 1981, 1989 et 1991, par leurs prédécesseurs sociaux-démocrates ou démocrates-chrétiens. Depuis sa première élection à la présidence de la République en 1998, M. Chávez n'a fermé aucune station de radio ou de télévision ni poursuivi aucun journaliste. Pourtant, dans n'importe quel autre pays démocratique, c'est ce qui se serait passé, compte tenu de la caution ouvertement apportée par la plupart des médias - dont RCTV - au coup d'Etat avorté du 11 avril 2002, quand ce n'était pas à son organisation.

L'éditorial poursuit en dénonçant une décision politique « qui réduit le pluralisme et augmente la concentration de l'audiovisuel aux mains du gouvernement ». De quelle concentration s'agit-il ? En 2006, on comptait au Venezuela 20 chaînes hertziennes VHF privées et une publique. On comptait par ailleurs 28 chaînes hertziennes UHF privées, 6 publiques et 44 communautaires. Actuellement, avec l'incorporation de RCTV, le service public disposera de deux chaînes hertziennes VHF, de deux chaînes UHF et de deux chaînes sur le câble. On est très loin du monopole...

Sans la moindre trace d'humour, l'éditorial qualifie ensuite RCTV de « chaîne privée qui donnait la parole à l'opposition ». RCTV donnait effectivement la parole à l'opposition, et ne faisait même que cela !

Des études de contenu effectuées sur le mois de janvier 2007 montrent que, dans ses programmes, elle a invité 21 personnalités hostiles au gouvernement, et aucune qui lui soit favorable. Le même mois, une des quatre autres grandes chaînes privées, Globovisión, a invité 59 opposants à M. Chávez et 7 de ses partisans. Seule Televen a respecté la parité : deux de chaque camp.

Certes on peut regretter que la seule chaîne

publique hertzienne jusqu'ici contrôlée par le gouvernement, Venezolana de Television (anciennement Canal 8), ne soit pas non plus un modèle d'équilibre, mais comment pourrait-il en être autrement dans un paysage médiatique où la plupart des journaux, radios et chaînes de télévision se comportent en partis politiques d'opposition ? Il faut espérer que TVES, la chaîne qui reprendra le signal de RCTV, tiendra ses promesses de pluralisme, même dans ces circonstances adverses.

Du côté de la presse écrite, la situation est encore plus tranchée : sur 10 quotidiens de diffusion nationale, 9 sont des opposants déclarés au gouvernement. Si l'on étudie le contenu des articles

d'opinion publiés dans quatre d'entre eux au mois de janvier 2007, on obtient les résultats suivants : pour El Nacional, 112 hostiles, 87 neutres et 6 favorables ; pour El Universal, les chiffres correspondants sont 214, 89 et 9 ; pour Ultimas Noticias, 31, 59 et 18 ; pour El Mundo, 49, 39 et 15. Ce qui ne les empêche pas de recevoir de la publicité des entreprises, des agences et des collectivités publiques.

Prétendre que la liberté d'expression est menacée au Venezuela relève donc de la plus insigne mauvaise foi. Il suffit de s'arrêter devant un kiosque à journaux ou de passer une heure devant un poste de télévision pour être convaincu du contraire. C'est même sans doute le seul pays du monde où, dans le passé, des appels publics à l'assassinat du président n'ont pas entraîné des poursuites judiciaires.

Mais alors, comme dirait M. Sarkozy, pourquoi tant de haine, pourquoi tant d'acharnement et de contre-vérités ? Que M. Chávez irrite au plus haut point les Etats-Unis et leurs alliés par sa politique de récupération des richesses naturelles nationales et par la dénonciation des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international peut parfaitement se comprendre. Que des médias appartenant à de grands groupes industriels et financiers répercutent les orientations et les intérêts de leurs commanditaires est dans l'ordre des choses. En revanche, on reste perplexe devant le comportement d'organes de presse où le pouvoir éditorial est officiellement déconnecté du pouvoir des actionnaires...

**Bernard Cassen**

A Lire également l'article publié par Acrimed :

**Fin de la concession attribuée à RCTV :  
Concert de désinformation à la française**  
<http://www.acrimed.org/article2639.html>.

**Vous retrouverez ce texte sur le site d'Avenir d'Attac :**

<http://www.avenirdattac.net/>

**Ainsi que sur le site du Monde Diplomatique :**

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2007-05-30-Venezuela>

**TEXTE DE L'AGENCE DE PRESSE ALAI**

Servicio Informativo "Alai-amlatina"

RCTV y TVes: Cuando lo normal se presenta como extraordinario

Néstor Busso

ALAI AMLATINA, 31/05/2007, Viedma.- Hay miles de niñas y niños que mueren diariamente por causas evitables. Son unas 36.000 personas que mueren diariamente en el mundo a causa del hambre. Eso es "normal".

Varios cientos mueren diariamente a causa de guerras que se consideran normales para asegurar "la democracia y la libertad".

Los ricos más ricos normalmente aumentan su riqueza en cientos de dólares por minuto mientras millones de seres humanos no tienen un dólar por día para vivir. Son cosas "normales" y de eso no se habla o por lo menos esos temas no merecen la tapa de ningún diario ni espacios centrales en radio o televisión. Es lo natural y los manuales de periodismo dicen que lo normal, lo cotidiano, no es noticia.

Qué es lo normal o natural y qué es lo extraordinario resulta un dato clave para entender el mundo y posicionarse ante la realidad. La prensa del sistema encuentra natural este sistema de relaciones y distribución de la riqueza, del saber y del poder.

Pero, ¿A que viene esto? En Venezuela hubo un hecho normal y uno extraordinario que generaron mucho espacio en radios, canales de TV y diarios.

¿Cuál fue el hecho normal? Venció una licencia de un grupo que la tenía desde hace más de 50 años.

¿Qué es lo extraordinario? Surge un nuevo modelo de televisión de servicio público con participación ciudadana.

Sin embargo para los grandes medios de difusión del sistema, para la gran prensa, la noticia es que a Chávez se le ocurrió cerrar un Canal de televisión opositor.

Aunque es cierto que también resulta extraordinario que un gobierno se anime a cumplir la ley enfrentando el poder de los grandes medios.

Es tan falaz el argumento de RCTV y sus defensores en el mundo, que hasta aliados suyos en el parlamento de Colombia votaron esto en una Resolución: "la renovación automática de una concesión sería un acto inconstitucional, porque dejaría sentado el precedente de un estado de propiedad de ese espacio radioeléctrico, que sólo puede pertenecer al Estado", ( El Tiempo, Bogotá, 21 de mayo 2007)

Para los medios del sistema es natural que las frecuencias sean de propiedad privada.

Desde esta perspectiva y respetando las opiniones y decisiones del pueblo venezolano y su gobierno legítimamente electo, presentó los hechos que son un interesante detonante para debatir sobre la Comunicación y las Políticas públicas de Comunicación.

¿Qué pasó el 27 de mayo en Venezuela?

El 27 de mayo de 1987 fue publicado en la Gaceta Oficial venezolana el Decreto 1577 que reglamentaba las concesiones para Televisoras y Radiodifusoras bajo la Ley de Telecomunicaciones de 1940. El primer artículo de ese decreto dice que "las concesiones para el establecimiento y explotación de estaciones televisoras y radiodifusoras se otorgará por 20 años".

El Canal RCTV había sido autorizado a funcionar el 20 de septiembre de 1952 pero como la ley del 40 no establecía plazo para la concesión, este corre recién a partir del 87, por lo que en realidad ocupa una señal desde hace casi 55 años.

Pasados los 20 años, el Estado Venezolano tiene la potestad de evaluar y decidir si renueva la concesión o si se la otorga a otro prestador, algo que las plumas liberales deberían celebrar como un acto de pluralismo y democracia. El 27 de mayo del 2007 se cumplieron esos 20 años.

En este caso el Estado ha decidido no renovársela a esta empresa perteneciente al segundo grupo más grande de la industria de la radio y televisión en Venezuela, el 1BC, quien junto con Venevisión de Cisneros acapara el 75% del ingreso bruto del sector. (Las otras 97 operadoras de televisión se reparten el 25% restante) y entregársela a un nuevo canal que ocupa la señal de canal 2 a partir del 28 de mayo: TVes, Televisora Venezolana Social, una televisión de servicio público.

¿Por qué toma esta decisión? Porque RCTV violó reiteradamente las leyes venezolanas y para empezar a terminar con los monopolios. Otras dos razones por las que los voceros de la libertad de mercado y el respeto a las leyes deberían alegrarse.

¿Qué leyes violaron? ¿Decían muchas malas palabras? ¿No respetaban los horarios? ¿Cuasi pornografía en horarios inadecuados? También, pero por sobre todo algo mucho peor: apoyar y participar del golpe que el 11 de abril del 2002 intentó derrocar un gobierno electo democráticamente y poner un gobierno títere de los EE.UU.

Como muestra del gopismo del canal, además de sus transmisiones, está la presencia de su director General, Marcel Granier, entre los que aplaudían al golpista Carmona en el Palacio de gobierno en abril de 2002.

Lo discutible, en todo caso, podría ser porque se renuevan licencias para otros canales.

¿Hay expropiación? No hay expropiación, no hay censura, no hay represión a la prensa. Sólo hay cumplimiento de la ley. RCTV sigue siendo dueña de sus equipos, de sus derechos de autor, sigue teniendo sus mismos empleados, solo que no puede seguir usufructuando un bien que es de todos los venezolanos. Podrá transmitir por cable, realizar producciones, exportar novelas, o lo que se les ocurra.

El espectro radioeléctrico es un bien de la humanidad (como el agua o los recursos naturales) y es escaso, por lo tanto los estados nacionales se encargan de administrarlo. Para ello los Estados otorgan licencias por un tiempo determinado a operadores públicos o privados y se reserva un porcentaje del espectro para medios comunitarios, de propiedad social o públicos.

Los medios del sistema son los que hoy se llenan la boca e inundan las páginas de los diarios y las pantallas de los canales del mundo quejándose porque el "dictador" Chávez no le va a renovar la licencia a RCTV, porque el "autoritario" Correa en Ecuador le pide una autocrítica a los medios, o el "intolerante" Kirchner polemiza con los genocidas o los voceros del neoliberalismo que quieren volver a los 90. Son los medios que monopolizan la información que recibimos y concentran fortunas económicas. Para ellos eso es lo natural

¿Qué es lo extraordinario? ¿Qué pasó el 28 de mayo en Venezuela?

Este lunes 28 de mayo hay un acontecimiento que a nuestro entender debe ser celebrado. Inicia sus transmisiones TELEVISIÓN VENEZOLANA SOCIAL (TVES), un Canal de servicio público con participación social y ciudadana que promete abrir su pantalla a producciones independientes y organizaciones sociales para la expresión de todos los sectores de la sociedad venezolana.

Una Televisión pública y no el negocio de un grupo empresario. Por eso, el 28 de mayo del 2007 puede ser un gran día para quienes trabajamos por la Democratización de las Comunicaciones, por una Latinoamérica libre con justicia. Porque una frecuencia que estaba en mano de los monopolios y golpistas vuelve al pueblo. Porque se anuncia que se "crea un modelo de televisión pública que corresponde al nuevo modelo social que construimos en nuestro país con su aporte para la creación de una alternativa que acabe con la dinámica perversa de la televisión comercial con su cáncer consumista, excluyente y racista". Esperamos que así sea.

¿Sobre qué cosa opinamos y nos informamos? ¿Qué es lo natural y qué lo extraordinario?

Evidentemente lo que nos presentan como natural o normal debe y puede ser cambiado. Si creemos que "Otro mundo es posible", otra comunicación es indispensable.

Resulta indispensable que los Estados asuman su rol y garanticen la diversidad y la pluralidad de voces para asegurar el funcionamiento de la democracia. Eso implica Políticas Públicas de Comunicación que aseguren el Derecho a Informar y ser informados para toda la población. Si dejamos la Comunicación y la información en manos del mercado no será posible la participación ciudadana plena. Los grupos empresarios hacen bien en rechazar la censura pero sus medios de difusión silencian a las mayorías y especialmente a quienes cuestionan sus intereses. Por eso necesitamos OTROS medios para otro mundo donde lo normal sea el compartir y el

respeto a la igual dignidad de todas las personas.

Néstor Busso. Radio Encuentro, Viedma, Argentina

Más información: <http://alainet.org>  
ALAI - 30 AÑOS

---

Agencia Latinoamericana de Informacion  
email: [info@alainet.org](mailto:info@alainet.org)